

EUROMÉDITERRANÉE



CHARTRE POUR UN CHANTIER RESPECTUEUX DE L'ENVIRONNEMENT ET DU VOISINAGE

SOMMAIRE

Préambule	3
Engagements	5
Modalités	6
Article 1 : Organisation du chantier	8
Article 1 Bis : Lors de la réalisation de plusieurs chantiers simultanément, mutualisation des espaces et matériels dédiés à la gestion des déchets	9
Article 2 : Gestion et collecte sélective des déchets	9
Article 2 bis : Les projets de réhabilitation, déconstruction	11
Article 3 : Limitation des risques sur la santé des personnes	11
Article 3 bis : Limitation des nuisances causées aux riverains	12
Article 4 : Limitation et prévention des pollutions de proximité	12
Article 5 : Information et sensibilisation du personnel de chantier	13
Article 5 bis : Pour un chantier où les riverains sont présents, information des mitoyens et riverains de la zone de chantier	13
Article 6 : Contrôle et suivi de la démarche	14
Article 7 : Bilan environnemental du chantier	15
Annexe : Rappel des textes réglementaires	17

Préambule

Le Plan Ville durable lancé en 2009 par le ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie et par le ministère du logement et de l'égalité des territoires soutient les agglomérations dont le développement urbain innovant montre l'exemple aux plans environnemental, économique, social et

Dans ce cadre, Euroméditerranée a obtenu le label EcoCité.

Créatrice d'emploi, de mixité sociale, de qualité environnementale, Euroméditerranée s'est très tôt placée dans une logique de développement durable. Encouragé par les débats nationaux et internationaux les ambitions du territoire Euroméditerranée se sont affirmées d'années en années pour faire de ce territoire, un laboratoire et le modèle de la ville méditerranéenne éco-conçue

En tant qu'Opération d'Intérêt National (OIN) et d'EcoCité, Euroméditerranée et ses partenaires institutionnels souhaitent contribuer à l'évolution des normes et des savoirs faire afin de contribuer à l'émergence d'un modèle de ville méditerranéenne durable.

Parmi ces engagements figure celui de « garantir des chantiers respectueux de l'environnement »

Le présent document s'inscrit dans cette recherche d'exemplarité. Il décrit les exigences et recommandations applicables à la gestion des chantiers à faibles nuisances de toutes les opérations d'aménagement développées sur le territoire d'Euroméditerranée. Son but est de minimiser l'ensemble des nuisances que peuvent induire les chantiers, tant pour le personnel de l'entreprise que pour le voisinage et l'environnement du site.

Ce document type doit être adapté par le maître d'œuvre aux regards des spécificités des projets et du contexte urbain dans lequel ils s'inscrivent

La charte définitive devra être présentée et validée par Euroméditerranée préalablement au début des travaux.

Cette charte deviendra dès lors un engagement signé par les entreprises intervenant sur le chantier en relation contractuelle directe ou non avec le Maître d'Ouvrage.

Le respect des systèmes de management environnemental du projet est un élément clé du succès de ces ambitions.

Cet engagement se traduit par un respect strict des éléments de conception du projet, s'articulant autour :

- d'un suivi rigoureux des plannings de réalisation
- d'une sensibilisation et responsabilisation de chaque personnel intervenant sur le projet
- d'une communication essentielle à la transparence nécessaire à toute démarche qualité
- de la traçabilité des actions et choix faits au cours de la réalisation du projet

La présente charte se compose :

- d'un cadre commun minimum exigé sur tous les chantiers, qui tient compte des spécificités du périmètre d'Euroméditerranée :
 - Les conditions climatiques méditerranéennes : vent violent comme le mistral présent en moyenne un jour sur quatre qui peut être à l'origine d'envols de matériaux et/ou de poussières qui doivent être maîtrisés, des températures estivales élevées, associées à « la culture du vivre dehors » en méditerranée qui nécessitent d'ouvrir les fenêtres (sensibilité des riverains par rapport aux nuisances sonores, olfactives et à la pollution de l'air notamment),
 - Un périmètre situé en zone urbaine.

Dans ce cadre, les adaptations notamment technico-économiques qui seront réalisées par les acteurs de chaque projet (maître d'ouvrage et son assistant, maître d'œuvre et entreprises) devront permettre d'atteindre l'intégralité des objectifs fixés dans cette charte.

- d'un cadre « modulable », « adaptable à la carte » défini en fonction des différents types de chantier et les caractéristiques et contraintes de chaque site que l'on se trouve dans :
 - plusieurs chantiers réalisés simultanément,
 - un chantier d'aménagement et/ou de construction neufs sur terrain nu (sans ou avec riverains),
 - un chantier de réaménagement et/ou de réhabilitation, déconstruction.

Pour aider chaque porteur de projet à la mise en œuvre et au suivi de son chantier à faibles nuisances, Euroméditerranée met à disposition des fiches techniques, recueil d'exemples et d'explications, portant sur les thèmes et différents articles de la charte.

Engagements

Un rappel des textes réglementaires est fourni en annexe de la présente charte. Le respect de ces textes s'entend comme un préalable minimal et indispensable à tout engagement dans une démarche environnementale.

Il est en particulier rappelé que, conformément à l'article L541-2 du Code de l'Environnement relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux (loi du 15 juillet 1975) la gestion des déchets du BTP est de la responsabilité de ceux qui les produisent ou les détiennent.

Par conséquent, les entreprises et leurs sous-traitants adjudicataires du chantier de construction / ou de déconstruction s'engagent à mettre en œuvre des méthodes de travail qui permettront de répondre aux objectifs suivants :

- Limiter les risques et nuisances causés aux travailleurs et aux riverains du chantier,
- Limiter tous types de pollutions ayant des effets sur l'environnement ou la santé des personnes,
- Limiter la quantité et le volume des déchets produits, assurer la traçabilité et rechercher la valorisation,
- Justifier du respect des principes et objectifs énoncés dans la présente charte

Ainsi, chaque entreprise s'engage individuellement et collectivement par la signature de cette charte :

➤ **A la gestion des déchets produits et consommés :**

- A réduire les déchets à la source,
- A évacuer ses déchets tous les jours vers les bennes dédiées, en veillant au compactage dès déchets dès que cela est possible,
- A gérer dans un compte inter-entreprises la filière déchet depuis les bennes jusqu'aux entreprises de recyclage,
- A réutiliser sur place certains déchets avec l'accord des maîtres d'œuvre et du contrôleur technique,
- A maîtriser les consommations d'eau et d'électricité lors du chantier dans le compte prorata.

➤ **A la maîtrise du bruit :**

- A respecter les nuisances de bruits inscrits dans la réglementation des travaux ainsi que le Plan Départemental de Gestion des Déchets du BTP.
- A réduire le niveau sonore du matériel utilisé (utilisation d'engins agréés) et a respecter les plans de réservation.

➤ **A la maîtrise des nuisances**

- A réduire les boues et les poussières dans et hors du chantier,
- A ne rejeter aucun liquide autre que l'eau dans le sol,
- A ne brûler aucun matériau sur le chantier.

➤ **A la sensibilisation et l'information de tout le personnel et leur contribution pour l'application et le respect de cette charte**

- A participer aux réunions d'information et de formation du personnel et aux actions de sensibilisation collectives organisées sur le chantier
- A renseigner et remettre à la maîtrise d'œuvre les fiches « produits » (fiche FDES) qui lui seront demandées
- A prévoir dans l'offre de prix le coût des prestations ci-dessus

➤ **A désigner une personne « référente » par entreprise ou un « coordinateur général en chef »**

La maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et les entreprises sont tenues d'effectuer un suivi rigoureux du chantier selon les principes édictés dans la charte, en précisant, dès la passation des contrats de travaux : le nom, la fonction et les coordonnées de la personne responsable de l'application de la charte au sein de sa structure ou de l'entreprise. Cette personne est désignée « référente » tout au long du chantier.

Au sein de chaque entreprise et structure présente, une personne référente est donc désignée.

Ces personnes « référentes » auront à charge de :

- veiller à l'application de la charte par leurs équipes et à la diffusion régulière de l'information
- faire remonter les informations de suivi et d'évaluation au « coordinateur général en chef » désigné (au sein de l'entreprise générale ou du lot gros œuvre).

Le coordinateur général en chef a pour rôle de :

- veiller à la bonne application, par l'ensemble des entreprises, de la charte sur le chantier,
- tenir un carnet de bord de suivi et d'évaluation de la mise en place de la charte,
- être l'interlocuteur privilégié auprès du maître d'œuvre.

Le nom, la fonction et les coordonnées des personnes « référentes » et du coordinateur en chef sont affichées sur le chantier.

➤ **Produire et mettre en œuvre les outils de sensibilisation, de suivi et de reporting,**

- Produire un « **Plan Risque Environnement** » du chantier permettant d'analyser les risques liés aux activités sur le chantier et ses abords.
- Produire un « **Manuel d'Assurance Environnement Unique** » précisant les risques environnementaux au regard du « **Plan d'Assurance Environnement** » et les moyens de prévention et de correction y afférant.
- Produire un guide méthodologique de suivi ou « **Guide de Contrôle Environnemental** » précisant les modalités de contrôle, leur fréquence, les personnes en charge du contrôle.
- Produire un « **Manuel de sensibilisation** » à la démarche de Chantier Vert destiné à l'ensemble des intervenants sur le site (cotraitants et sous-traitants) et intégré dans le livret d'accueil.
- Produire un « **Tableau de contrôle** » reprenant l'ensemble des contrôles identifiés dans le « **Guide de Contrôle Environnemental** », le résultat spécifique de chaque contrôle, l'ouverture éventuelle d'une « **Fiche de Non-conformité** » ou « **Fiche de Dysfonctionnement** », présentant la non-conformité, une analyse des causes, le traitement ou mesures correctives apportées, l'action préventive éventuelle à mettre en œuvre.
- L'ensemble des « **Fiches de Non-conformité** » devront faire l'objet d'un recensement dans un tableau de suivi à inclure dans le bilan mensuel du chantier.

L'ensemble des outils de suivi et de sensibilisation **seront établis avant le lancement des travaux et soumis à la validation de la maîtrise d'ouvrage.**

- **Produire un bilan environnemental, de type bilan carbone en amont de travaux permettant d'évaluer l'impact du chantier sur l'environnement.**

Modalités

- Cette charte vaut engagement, elle est signée entre le maître d'ouvrage, l'équipe de maîtrise d'œuvre et les entreprises adjudicataires. Elle fait partie des pièces contractuelles du marché de travaux remis à chaque entreprise intervenant sur le chantier.
- Cette charte est signée par toutes les entreprises intervenant sur le chantier, qu'elles soient en relation contractuelle directe ou indirecte avec le maître d'ouvrage.
- En aucun cas cette charte ne se substitue à la réglementation en vigueur qui prévaut sur la tenue, l'organisation et les règles de sécurité à tenir sur les chantiers.
- Les modalités d'application seront précisées lors de la préparation du chantier, les principes sont toutefois développés ci-dessous.

Je m'engage à respecter cette charte de chantier à faibles nuisances, pour un chantier respectueux de l'environnement et ce, toute la durée du chantier de construction / déconstruction.

Fait à.....le.....

Signatures

Maître d'ouvrage

Maître d'œuvre

Entreprise

Article 1 : Organisation du chantier

Article 1.1 : Organisation du chantier

Un plan délimitant les différentes zones et précisant les modalités d'organisation du chantier, est établi avant le lancement des travaux.

Ce plan permet d'identifier les zones pour :

- Le tri et le stockage des déchets (dans une zone protégée des vents dominants et aisément accessible par tous (déposes et retraits des bennes),
- Le stationnement,
- Le cantonnement,
- L'accès et les circulations (et leur sens si spécifique),
- La livraison et stockage des approvisionnements,
- La fabrication ou livraison du béton,
- Les aires de manœuvre des grues,
- Les aires de stockage des terres
- L'aire de lavage des véhicules.
- Clôtures de chantier et base vie

Les mises à jour de ce plan sont affichées à l'entrée du chantier et chaque entreprise s'engage à le respecter.

Article 1.2 : Planning des nuisances

Un planning des nuisances sera régulièrement mis à jour et affiché à l'entrée du chantier afin d'informer les riverains. Les entreprises s'engagent à informer le coordinateur général en chef des informations permettant la mise à jour de ce planning.

Article 1.3 : Propreté du chantier

Les moyens collectifs sont mis à disposition pour assurer la propreté du chantier (bacs de rétention, bacs de décantation, protection par filets des bennes pour le tri des déchets ...) et sont décrits dans les offres des entreprises concernées et devront être respectés par tous.

Le nettoyage des cantonnements intérieur et extérieur, des accès et des zones de passage, ainsi que des zones de travail, est effectué quotidiennement

Les déchets sont évacués dans les zones appropriées régulièrement.

La prise en compte des vents dominants est essentielle :

- Les aires de tri et de stockage des déchets sont positionnées dans des lieux abrités du mistral,
- Les bennes pour le tri des déchets sont protégées par des filets,
- L'usage du polystyrène pour réaliser les réservations est proscrit.

Le brûlage des déchets sur le chantier est interdit

Article 1.4 : Stationnement des véhicules du personnel de chantier

- Les emplacements sont matérialisés sur le plan d'organisation du chantier
- Le stationnement des véhicules du personnel s'effectue dans la zone prévue à cet effet, afin de ne produire aucune gêne ou nuisance pour les riverains. En cas d'impossibilité, des panneaux d'informations seront mis en place afin de renseigner les riverains sur les raisons et la durée de la gêne occasionnée.
- D'une manière générale, les entreprises devront encourager et soutenir toute forme de déplacements doux et collectifs (vélo, marche à pied, transport en commun, co-voiturage,.....) pour accéder au chantier afin de réduire le nombre de véhicules individuels dans la zone du chantier.
- Les horaires de chantier pour l'arrivée et le départ du personnel seront adaptés pour ne pas accroître les flux de circulation

Article 1.5 : Accès aux véhicules de livraison

Chaque entreprise en charge de livraison doit être tenue informée de la démarche qualité environnementale du chantier :

- Les livraisons seront planifiées sur la journée afin d'éviter les livraisons aux heures de pointe ou à des heures susceptibles de créer des nuisances au voisinage,
- La signalétique est mise en place sur le chantier pour indiquer les itinéraires et les accès.

Article 1 Bis : Lors de la réalisation de plusieurs chantiers simultanément, mutualisation des espaces et matériels dédiés à la gestion des déchets

Afin d'optimiser les taux de valorisation de déchets par chantier et les coûts qui y sont associés, la mutualisation des espaces, bennes, engins et prestations d'évacuation puis traitement sera recherché.

Les chantiers qui bénéficieraient d'une mutualisation de la prestation tri/collecte/évacuation des déchets devront se doter d'objectifs de traitement identiques introduits dans les CCTP et les chartes de chantier.

Si une plateforme de déchets est mise en place sur ou à proximité du périmètre d'Euroméditerranée, les chantiers devront intégrer dans leur charte tous les objectifs et exigences du prestataire ou du groupement en charge de la gestion de la plateforme.

Article 2 : Gestion et collecte sélective des déchets

Article 2.1 : Limitation des volumes et quantités de déchets

La production de déchets à la source peut être réduite

- par le choix de systèmes constructifs (composants préfabriqués, calepinage, ...) générateurs de moins de déchets,
- en préférant la production de béton hors du site,
- en privilégiant la préfabrication en usine des aciers ;
- en supprimant les coffrages perdus.

Les volumes de gravats de béton peuvent être réduits par une bonne préparation du chantier, des plans de réservation et des réunions de synthèse qui évitent les repiquages au marteau-piqueur après coup.

Les possibilités de réemploi sur site de ces gravats seront systématiquement étudiées et valorisées.

Les déchets de polystyrène doivent être supprimés par la réalisation des boîtes de réservation en d'autres matières (bois, blocs de béton cellulaire, acier ...).

Les chutes de bois sont limitées par la généralisation de coffrages métalliques et par le retour aux fournisseurs des palettes de livraison.

Les emballages devront être limités et sont contrôlés dès la passation des marchés avec les fournisseurs.

Les pertes et les chutes sont réduites par une optimisation des modes de conditionnement.

Article 2.2 : Récupération des déchets solides et liquides

D'une manière générale, les dispositifs à mettre en place concernent les :

- bennes pour le bois et déchets verts
- bennes pour le papier et le carton
- bennes pour métaux
- bennes pour les déchets industriels banals (DIB)
- bennes pour le plastique
- bennes pour le verre
- bennes déchets inertes : béton / ciment, maçonnerie, brique, plâtre.
- big bag déchets industriels spéciaux solides
- big bag déchets industriels spéciaux liquides
- Stockage des palettes consignées non souillées

La direction des travaux peut envisager de mutualiser des collecteurs à condition de préserver la qualité des différents déchets entre eux.

Article 2.3 : Traitement et valorisation des déchets collectés

Pour chaque type de déchet, des filières de traitement et de valorisation à l'échelle locale devront être privilégiées :

- bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
- déchets métalliques : ferrailleur
- bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités
- déchets verts : compostage
- plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première, incinération, décharge de classe I ou classe II
- peintures et vernis : tri et incinération ou décharge de classe I
- divers (classé en déchets industriels banals) : compactage et mise en décharge de classe II
- Installer au-dessous du dispositif de distribution d'huile un récupérateur et séparateur d'huiles dans le but de prévenir les fuites éventuelles.

Ces filières seront préalablement identifiées.

Des informations sur la stratégie environnementale de chaque entreprise et prestataire concernés devront être collectées et intégrées dans le bilan environnemental du chantier.

Article 2.4 : Objectifs quantitatifs

TAUX DE VALORISATION PAR TYPE DE PROJET	MÉTAUX	INERTES	BOIS	VERTS	EMBALLAGES	DIB*	SPÉCIAUX
Construction neuve sur terrain nu	100%	80%	100% dont moins de 25% incinérés	100%	80%	10%	15%
Réhabilitation partielle ou totale avec phase de déconstruction	100%	50% (si amiante et plomb) – 80% autrement	100% dont moins de 50% incinérés	100%	80%	5%	10%
Infrastructures	100%	100%	100% dont moins de 25% incinérés	100%	80%	10%	15%

* = Déchet industriel banal

Article 2 bis : Les projets de réhabilitation, déconstruction

Pour les projets de réhabilitation et/ou de déconstruction, un audit déconstruction sera systématiquement réalisé.

Article 3 : Limitation des risques sur la santé des personnes

Article 3.1 : Niveaux sonores des outils et des engins

Un contrôle de conformité des bruits émis par les outils et engins sera effectué.

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier seront inférieurs ou égaux à 80 dB(A) à 10 m de l'engin ou de l'outil.

Article 3. 2 : Risques sur la santé liés aux produits et matériaux

Favoriser l'utilisation des produits non nocifs pour la santé du personnel

Pour tout produit ou technique faisant l'objet d'une fiche de données sécurité, celle-ci devra être fournie à l'arrivée sur le chantier et les prescriptions inscrites sur les fiches de données sécurité devront être respectées. Les référents auront à charge d'expliquer oralement les recommandations aux compagnons chargés de l'utilisation de ces produits ou techniques.

Article 3.3 : Poussières et émissions volatiles

Des arrosages réguliers du sol sont pratiqués afin d'éviter la production de poussières

Les manœuvres induisant des émissions de poussières, particules et autres pollutions de l'air intérieur (second-œuvre) seront conduites autant que possible, en évitant toute simultanéité d'intervention. Le nombre de personnels exposés directement à ces émissions devra être réduit.

Article 3 bis : Limitation des nuisances causées aux riverains

Article 3 bis.1 : Niveau acoustique maximum

Le niveau acoustique maximum en limite de chantier est de **75 dB(A)**.

Distance à la source émettrice (m)	5	10	15	20	25
Puissance sonore limite émise (en dB(A))	100	106	109	112	114

Si le niveau acoustique mesuré initialement avant les travaux excède 75 dB(A), les nuisances sonores ne pourront alors dépassées plus 5 dB(A) en journée et 3 dB(A) la nuit du niveau acoustique initialement relevé.

Le matériel utilisé sera homologué et marqué CE.

Un plan de gestion du bruit sera mis en place de sorte à réduire les nuisances à la source et d'adapter les horaires de chantier en fonction des contraintes locales.

Privilégier les talkies-walkies pour communiquer notamment avec le grutier

Des mesures seront effectuées chaque semaine lors des pics de pollution acoustique

Article 3 bis. 2 : Limitation des émissions de poussières et de boue

Une piste de schistes ou équivalent sera construite pour les accès des véhicules de livraison, afin de limiter les salissures de boue à l'extérieur du chantier

- la propreté des véhicules sera contrôlée avant leur départ du chantier, des dispositifs de nettoyage sont prévus sur le site,
- le matériel de ponçage utilisé sera muni d'un aspirateur,
- le nettoyage de chantier se fera à l'aide d'une aspiratrice ou balayeuse,
- des arrosages (dès que nécessaire) du sol seront pratiqués afin d'éviter la production de poussières.

Les abords du chantier seront nettoyés le cas échéant.

Article 4 : Limitation et prévention des pollutions de proximité

Des moyens permettant de limiter les pollutions générées par le chantier devront être mis en place pour le sol, le sous-sol, l'eau et l'air (incluant les odeurs).

Article 4. 1 : Pollution du sol, du sous-sol et de l'eau

D'une manière générale sont préconisées :

- L'installation et l'entretien de sanitaires à destination du personnel situé à proximité des zones de travail.
- L'utilisation des produits les moins toxiques (huiles de décoffrage végétales, désactivant bio pour béton etc.
- L'étiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots,
- L'imperméabilisation des zones de stockage et des zones de stationnement d'engin qui sont bâchées et implantées dans une zone plane afin de récupérer les eaux de ruissellement,
- Le contrôle et collecte des effluents : si nécessaire, les effluents collectés doivent ensuite être dirigés vers des

- entreprises spécialisées ou prétraités sur le site avant d'être rejetés dans le réseau d'eaux usées,
- La mise en place d'aires de lavage des engins et des outils qui permettent de faire décanter les eaux avant de les rejeter dans le réseau. Après une nuit de sédimentation, chaque matin, l'eau claire est rejetée et le dépôt de béton extrait des cuves de décantation déposé dans la benne à gravats inertes (DI),
- Le stockage des produits potentiellement polluants qui doivent être identifiés (leur volume est également évalué).

Article 4.2 : Pollution de l'air

Les points suivants devront être mis en œuvre :

- l'arrosage des sols (dès que nécessaire) pour éviter la production de poussière,
- l'usage de matériaux pulvérulents est interdit lors de vents forts,
- la découpe des matériaux entraînant la création de poussière dans des locaux confinés, et l'aspiration des poussières réalisée chaque jour à minima,
- les joints de dilatation ne seront pas réalisés en polystyrène mais en matériaux biodégradables,
- l'interdiction stricte des brûlages,
- la ventilation des locaux pour garantir la qualité de l'air aux ouvriers.
- le respect des surfaces d'espaces verts existantes pendant toute la durée des travaux.

Article 5 : Information et sensibilisation du personnel de chantier

Une brochure d'information réalisée par l'Entreprise et validée par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage, nommée « livret d'accueil », sera remise à chaque personne référente » au sein de chaque entreprise. A charge à la personne référente de diffuser le « livret d'accueil » et de l'expliquer à l'ensemble de son personnel intervenant sur le chantier.

Ce livret présente :

- le chantier ainsi que les démarches de qualité environnementale et de sécurité mises en œuvre,
- le plan du site, accès, stationnement,
- l'organisation du tri et de la collecte sélective des déchets par type,
- les dispositifs mis en place pour la prévention des pollutions et nuisances,
- les dispositifs mis en place pour encourager les économies de ressources,
- les dispositifs mis en place pour la prévention des risques et accidents,
- Les documents d'aide à l'application des contraintes.

Des séances de formation pourront être organisées sur les chantiers par le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre ou son représentant, si des dérives sont constatées.

Article 5 bis : Pour un chantier où les riverains sont présents, information des mitoyens et riverains de la zone de chantier

Une information permanente et régulièrement mise à jour sera affichée en entrée de chantier, elle renseignera sur :

- Les horaires du chantier,
- Les heures de livraisons,
- Les coordonnées des personnes référentes à contacter et du coordinateur général en chef,
- L'explication succincte du projet de construction et ses délais,
- L'avancement des travaux,
- Le planning des nuisances et leur gestion à venir (en particulier les phases bruyantes),
- La démarche environnementale du chantier et l'organisation de tri des déchets.

La proximité de tout équipement accueillant un public sensible devra donner lieu à des aménagements spécifiques de dévoiement, cantonnement et sécurisation de tous les accès.

Les gênes occasionnées devront être pondérées dans le temps et respecter a minima les flux journaliers ainsi que les créneaux horaires sensibles (repos et repas notamment).

L'information des mitoyens et riverains de la zone sur le déroulement du chantier se fera dans le cadre de réunions d'information, d'un comité de suivi regroupant des représentants des riverains, des élus, des associations, des commerçants. Ces réunions seront organisées par le Maître d'ouvrage.

Une boîte aux lettres sera à disposition des mitoyens pour leur permettre de transmettre rapidement leur remarques. Le suivi des remarques et plaintes sera analysée tous les jours par le référent en chef et fera l'objet d'un rapport régulier au maître d'ouvrage.

Article 6 : Contrôle et suivi de la démarche

Le coordinateur général en chef désigné devra :

- être effectivement présent sur le chantier (de la phase préparation de chantier jusqu'à la livraison)
- organiser l'accueil des entreprises et notamment :
 - la diffusion du « livret d'accueil » à chaque entreprise
 - l'information et la sensibilisation du personnel des entreprises avec notamment la présentation de la « charte à faibles nuisances respectueux de l'environnement et du voisinage », ainsi que les documents de suivi
- effectuer le contrôle des engagements contenus dans la charte par le biais des outils validés par la maîtrise d'ouvrage notamment :
 - signature de la « charte à faibles nuisances », par tous les intervenants (récupération des bordereaux signés).
 - propreté du chantier
 - exécution correcte des procédures de livraison,
 - mesure des niveaux sonores annoncés dans la charte,
 - exécution correcte et suivi du tri, de la collecte et de la valorisation des déchets sur chantier (nature, volume, tonnage, date de transport, filière de valorisation) les données étant consignées dans un registre des déchets de chantier.
 - maîtrise de la demande en eau et électricité du chantier,
- organiser l'information des riverains de la zone
- assurer la collecte et le traitement des remarques et/ou plaintes,
- produire un rapport hebdomadaire du suivi des exigences environnementales et sanitaires du chantier (voir article 7) et s'assurer de la bonne utilisation de l'ensemble des documents et manuels, de l'occurrence des contrôles environnementaux, et de la qualité du suivi et du reporting
- transmettre les informations tous les mois à la personne en charge du suivi du chantier de l'équipe de maîtrise d'ouvrage ou son représentant.

Il participera à l'évaluation de la démarche environnementale développée sur le chantier par le biais du tableau de contrôle et des Fiches de Disfonctionnement mais également à l'occasion des bilans mensuels et devra présenter à réception de l'ouvrage, le bilan environnemental global du chantier devant l'ensemble des partenaires et porteurs du projet.

Article 6.1 : mise en place et tenu d'un tableau de contrôle

L'entreprise et ses cotraitants s'engagent à mettre en œuvre un suivi régulier et pertinent du chantier par le biais du « **Tableau de contrôle** ». Ce dernier doit permettre de vérifier au fur et à mesure de l'avancement des travaux :

- les moyens de contrôle adoptés (Contrôle visuel, bon d'enlèvement, mesures...)
- les fréquences
- les résultats obtenus,
- les écarts vis-à-vis des objectifs chiffrés,
- les observations techniques éventuelles
- le déclenchement éventuel d'une « Fiche de non-conformité ».
- la personne en charge de la rédaction
- La date du contrôle

La « **Fiche de Non-conformité** » doit permettre d'assurer un suivi des non-conformités « importantes ». Elle précisera :

- la description et le croquis de la non conformité,
- l'analyse des causes,
- la mesure corrective adoptée,
- les éventuels moyens de prévention,
- les modalités de diffusion et de validation du document.
- la personne en charge de la rédaction
- La date de contrôle et de correction de la non conformité

Article 7 : Bilan environnemental du chantier

Un bilan mensuel devra permettre de réunir progressivement les informations suivantes :

- Nombre de rotations de camions pour le gros-œuvre,
- Kilométrage parcouru par l'ensemble des camions affectés au chantier,
- Tonnage – volumes de déchets produits spécifiés par type,
- Volumes valorisés – type de valorisation et coûts,
- Nombre de plaintes produites et réponses apportées,
- Quantité de matériaux issus de filière de recyclage exploitée,
- Quantité d'énergie consommée par le chantier,
- Quantité d'eau consommée par le chantier.
- Le nombre de non conformités relevées
- Le nombre d'ouvertures de « Fiche de Non-conformité »

Une synthèse commentée de ces informations sera produite à réception de l'ouvrage et accompagnée d'un bilan environnemental (bilan carbone).

Cette synthèse explicitera les pistes d'amélioration potentielles permettant de diminuer l'impact environnemental du chantier ainsi que les modalités organisationnelles, managériales et techniques pour y parvenir.

Toutes les dispositions proposées dans cette charte sont susceptibles d'être vérifiées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre lors de contrôles inopinés. En cas de non respect de la charte des pénalités journalières s'appliqueront tel définies ci-dessous :

Ces pénalités ne pourront toutefois pas dépasser 2% du montant total du marché du lot.

Annexe : Rappel des textes réglementaires

La liste des textes réglementaires ci-après est donnée à titre d'information. Elle n'est pas exhaustive, et il convient donc à l'entreprise de vérifier la dernière réglementation en vigueur.

Aménagement du site

- Loi n°96-1236 du 3 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie.
- Article R*424-16 du Code de l'Urbanisme : Information à réaliser lors de l'ouverture d'un chantier.
- Article 99.7 du Règlement Sanitaire Départemental type.
- Article 99.7 du RSD type oblige les entrepreneurs à assurer, autant que possible, un passage protégé pour les piétons.
- Recommandation n°T1-91 du GPEM/T.
- Circulaire n° 95-23 du 15 mars 1995 : Relative aux instruments de protection et de mise en valeur des paysages.
- Circulaire no 96-21 du 11 mars 1996 : Relative à la prise en compte de l'environnement et du paysage dans les projets routiers.

Protection des travailleurs

- Directive communautaire relative à l'exposition des travailleurs aux agents physiques : le bruit et les vibrations (respectivement 2003/10/CE et 2002/44/CE).
- Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.
- Articles R. 232-8 à R. 232-8-7 du Code du Travail relatifs à la protection des travailleurs contre les bruits de chantier.
- Article R4431-1 et s. du Code du travail : Prévention des risques d'exposition au bruit notamment concernant les travailleurs sur les chantiers.
- Article L4531-1 du Code du travail relatif à la sécurité et à la protection de la santé du personnel.
- Article L1334-11 du Code de la santé publique et Ordonnance n°2005-1087
- Article R.238.22 du Code du Travail indiquant la composition du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS).
- Arrêtés du 12 juillet 1999.

Bruit : protection des riverains

- Ordonnance n°2004-119 du 12 novembre 2004 art.1
- Directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002.
- Décret n°95-408 du 18 avril 1995.
- Article R1334-36 Décret n°2006-1099 du Code de la santé publique.
- Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 art.1 du Code de la santé publique.
- Articles R. 1336-36 et R. 1336-7 du Code de la santé publique.
- Article L. 2213-4 du code général des collectivités territoriales.

Bruit : matériels de chantier

- Décret d'application du 23 janvier 1995.
- Arrêté du 22 mai 2006.

Salissures, poussières, pollutions

- Décret n°77-254 du 8 mars 1977.
- Décret n°79-981 du 21 novembre 1979.
- Article 99.7 du règlement sanitaire départemental type.
- Article 96 du RSD type.
- Décret n°2000-1302 du 26 décembre 2000.

Pollution des sols et des eaux :

- Loi 64-1245 du 16 décembre 1964.
- Directive 80/68/CEE du Conseil du 17 décembre 1979.
- Article L35.8 du Code de la Santé Publique.
- Arrêté du 20 novembre 2001.
- Directive 86/280/CEE du Conseil du 12 juin 1986.
- Arrêté du 22 décembre 1994.
- Circulaire du 6 novembre 2000.
- Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 art.32.
- Arrêté du 13 juin 2005 modifiant l'arrêté du 10 juillet 1990.
- Directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006.
- Circulaire DCE 2006/18 du 21 décembre 2006.
- Loi n°2006-1772 article 20.
- Article R211-60 du Code de l'environnement.
- Article R214-48 du Code de l'environnement.
- Article 29.2 du Règlement Sanitaire Départemental type.
- Article 90 du RSD type.

Air :

- Loi n°61-842 du 2 août 1961.
- Directive cadre n°96/62/CE.
- Décret n°98-360 du 6 mai 1998.
- Directive 1999/13/CE du Conseil du 11 mars 1999.
- Directive 1999/30/CE du 22 avril 1999.
- Directive 2000/69/CE du 16 novembre 2000.
- Décret 2002-213 du 15 février 2002.
- Arrêté du 17 mars 2003.
- Décret 2003-1085 du 12 novembre 2003.
- Décret n°2007-397 du 22 mars 2007.

Déchets :

- Directive européenne 91/156/CEE du 8 mars 1991.
- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992.
- Loi n°95-101 du 2 février 1995.
- Décret n°94-609 du 13 juillet 1994.
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002.
- Article L 541-2 du Code de l'environnement.
- Article L541-1-I du Code de l'environnement.
- Article L541-7 du Code de l'environnement.
- Article L541-24 du Code de l'environnement : Déchets ultimes.
- Article L541-13 du Code de l'environnement : Plan départemental de gestion des déchets.
- Article R541-43 du Code de l'environnement : Registre de suivi des déchets dangereux.
- Circulaire interministérielle DGUHC/DPPR n° 2005-18 UHC/QC2 du 22 février 2005.
- Article R 1334-27 du Code de la santé publique.
- Article R.543-4 et s. du Code de l'environnement : Traitement des huiles usagées.
- Article R543-195 et s. du Code de l'Environnement : Traitement des déchets électroniques et électriques.
- Article R541-8 du Code de l'environnement : Nomenclature déchets.
- Article R.442-2 du Code de l'urbanisme relatif aux installations de stockage des déchets inertes.
- Loi 2007-1343 relative au plan départemental ou interdépartemental d'élimination des Déchets.